

# La Voie normale ou la voie...

Nombreux se demandent ce qui va se passer dans 23 jours au Gabon, le 27 août 2016. Mal, si l'on en croit les propos que le journal **Le Point** aurait prêtés à François Hollande et qui sont largement diffusés sur le net : « M. Ali Bongo ne fait que des discours défensifs et non des discours constructifs ou démocratiques... M. Ali Bongo ne peut se défilier de la situation chaotique que rencontre le Gabon depuis bien longtemps, car il en était acteur par d'ailleurs. Je ferai une visite officielle au Gabon quand le président de ce pays sera élu démocratiquement, l'opposition gabonaise doit se solidariser sur un même point commun pour arriver à son but, le Gabon doit être dirigé par un président élu et par son propre peuple ». Ce sont là des propos bien audacieux pour un chef d'Etat français, mais, ô combien bienveillants et réconfortants pour le peuple gabonais et son opposition.

**E**n tous cas, ce qui se passerait le 27 août prochain si le Gabon était un pays normal, comme la France de M. Hollande, serait la fin des 50 ans de la famille Bongo à la tête d'un pays démocratiquement constitué. Mais déjà 50 ans de pouvoir d'Etat associés à une seule famille, c'est loin d'être normal. Les inaptitudes plus que manifestes d'Omar Bongo en matière de politiques économique, sociale, culturelle au niveau d'un Etat, pendant plus de 40 ans, ce n'est pas normal. La famille Bongo se nourrit des rentes du bois, des mines, du pétrole. Ce n'est pas normal. A un pôle, une infime minorité contrôle les rênes de l'Etat et, à son profit exclusif, les circuits de la rente, principalement minière, groupe dont les opportunistes et les facilités de prédation n'ont connu aucune limite du début des années 1970 à nos jours. A l'autre pôle, les 98 % de la population, exclus des principaux circuits de la rente minière, qui tentent vainement de capter et de négocier les



faibles retombées que laissent de temps en temps suinter les principaux bénéficiaires de l'Etat-Bongo. Qui ignore qu'Omar Bongo n'a pu bâtir la fortune colossale que doigtent le peuple gabonais et toutes les ONG internationales que parce qu'il assimilait les deniers et les biens du Gabon aux siens et n'avait aucun contre-pouvoir pour l'en empêcher ? Il prenait ce qu'il voulait, où il voulait et quand il voulait. Les dettes pharaoniques du

Gabon ne sont pas dues à la construction des infrastructures du pays, mais à la soif insatiable d'Omar Bongo. Loin d'être normale, une telle inégalité de chances ! Au Gabon, la démocratie n'a jamais été, comme ailleurs, une force sociale et politique qui s'efforce de transformer l'Etat de droit dans un sens qui corresponde aux intérêts des dominés, tandis que sa réduction à un formalisme, un verbiage juridique et politique, par l'Etat-Bongo, a permis son

utilisation dans un sens opposé, oligarchique, en barrant la route du pouvoir politique aux demandes sociales qui mettent en danger le pouvoir du groupe dirigeant. Anormal, n'est-ce pas ? Que faut-il penser de tous ces volumineux et coûteux palais que Bongo fit construire et entretenir dans chacune de nos provinces, juste après le somptueux complexe de Souba - qu'il n'utilisa que pendant trois jours pour recevoir des hôtes - pour n'y passer parfois qu'une

seule nuit et parfois jamais ? Tout ce qu'il y a de plus anormal. Pourquoi les enfants d'Omar Bongo ont-ils été élevés chez Hassan II ? Nous savons tous que c'était pour apprendre les métiers de roi, de reine, de prince et de princesse. Pour fabriquer une République ou alors un futur royaume. Toutes les institutions sont au service de la pérennisation des Bongo. Normal ? L'argent de l'Etat-Bongo a toujours servi aussi à alimenter ses obligés triés sur le volet ethno-mathématique. L'argent des fameuses agences sous contrôle de la présidence, au nez et à la barbe des parlementaires et du gouvernement, est siphonné par les mêmes. Est-ce normal ? Les Bongo tiennent, pour eux et pour eux seuls, l'arme de la force et la force des armes. Une garde prétorienne s u r a r m é e . P r i n c i p a l e m e n t composée d'éléments sûrs de la bonne ethnie. Dans le cadre d'une vision bongoïste d'un Gabon en proie à une soi-disant lutte des ethnies entre elles. La liste n'est pas ici

exhaustive des choses anormales qui sévissent dans notre pays. Et, il faut bien l'admettre, les élections, surtout l'élection présidentielle, n'y échappent pas. Ce qui, en la matière, est devenu la norme au Gabon, c'est la fraude. Alors, se demander ce qui va se passer le 27 août prochain revient quelque part à espérer que quelque chose d'autre que la fraude se passera ce jour-là. Dans un pays normal, nous le disons plus haut, Ali Bongo et ses affidés seraient tout simplement les grands perdants de la prochaine élection présidentielle au Gabon. Mais nous savons tous qu'il n'y a rien de politiquement normal au Gabon. Autrement dit, c'est anormalement qu'Ali Bongo est arrivé au pouvoir. C'est anormalement qu'il y a séjourné pendant 7 ans. C'est encore anormalement qu'il veut s'y accrocher. Il faut bien conclure pour dire que c'est donc anormalement que les Gabonais le feront partir.